

ACTION URGENTE

TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ET DES CENTAINES D'AUTRES BLESSÉES LORS DE MANIFESTATIONS

Trois personnes - deux passants et un policier - ont perdu la vie et des centaines d'autres ont été blessées ces dernières semaines lors de violents affrontements notamment caractérisés par un recours excessif à la force par la police, au cours d'actions de protestation hostiles à l'exploitation minière dans le sud du Pérou. Alors que de nouvelles manifestations sont annoncées pour les 27 et 28 mai, le risque que de nouvelles violations soient commises demeure.

Depuis le 23 mars, la province d'Islay, dans la région d'Arequipa (sud du Pérou), est le théâtre de manifestations contre le projet d'ouverture de la mine de cuivre Tía María, dans la vallée du Tambo. Ceux qui s'opposent au projet ont exprimé leur préoccupation au sujet de l'impact des activités minières sur l'accès de la population à de l'eau propre pour une utilisation agricole et domestique. Certaines informations font état d'un recours excessif à la force (y compris l'usage d'armes à feu) contre les manifestants par la police, ainsi que de heurts entre manifestants et forces de l'ordre. Trois personnes, dont un policier, ont perdu la vie et des dizaines de manifestants et policiers ont été blessés. Le 14 mai, 20 autres personnes auraient été blessées dans des circonstances similaires.

Victoriano Huayna, un passant âgé de 61 ans, est mort après que des policiers lui ont tiré dessus à la suite d'affrontements à Cocachacra le 22 avril. Un autre passant, **Henry Checlla Chura** a été tué le 5 mai quand des policiers ont semble-t-il ouvert le feu sur des manifestants qui bloquaient l'autoroute dans la zone d'Alto Inclán, à Mollendo. La troisième victime, **Alberto Vasquez Duran**, un policier, est mort le 9 mai après avoir été blessé lors de heurts avec des manifestants trois jours auparavant.

Après un discours du président Ollanta Humala, le 15 mai, expliquant à la nation pourquoi le projet minier ne pouvait être arrêté, la compagnie minière Southern Peru Copper Corporation a annoncé la suspension temporaire du projet Tía María pour une durée de 60 jours, afin de poursuivre le dialogue avec les populations concernées. Les populations ont cependant confirmé qu'elles participeront bien à une grève régionale programmée pour les 27 et 28 mai ; le risque de nouveaux affrontements et violations des droits humains demeure.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de diligenter une enquête impartiale et exhaustive des événements ayant fait des morts - Victoriano Huayna, Henry Checlla Chura et Alberto Vasquez Duran-, et des blessés, et de déférer à la justice les responsables présumés ;
- dites que si l'État a le devoir de maintenir l'ordre, il ne doit jamais recourir à une force excessive et doit garantir le droit à la liberté de réunion pacifique ; ajoutez qu'il convient de prendre des mesures de toute urgence afin que les forces de sécurité respectent dans toutes les circonstances les normes relatives aux droits humains en matière de recours à une force progressive, sélective et proportionnée dans le cadre du maintien de l'ordre lors des mouvements sociaux ;
- exhortez les autorités à garantir que toutes les populations affectées par le projet minier puissent participer, obtenir des informations et être consultées, conformément à leurs droits.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 JUIN 2015 À :

Président
Ollanta Humala Tasso
Despacho Presidencial, Jirón de la
Unión s/n Primera Cuadra- Cercado de
Lima, Pérou
Fax : +511 311 4700
Courriel :
bcamacho@presidencia.gob.pe /
secretariageneral@presidencia.gob.pe
Twitter : @Ollanta_HumalaT
Formule d'appel : Sr. Presidente,
Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur
José Luis Pérez Guadalupe
Ministerio del Interior
Ministerio del Interior
Tél : +511 418 4030
Courriel : dm@mininter.gob.pe
Formule d'appel : Sr. Ministro, /
Monsieur le Ministre,

Procureur général
Pablo Sánchez Velarde
Fiscal de la Nación
Ministerio Público
Fiscal de la Nación
Tél : +511 625 5555 ou 208 5555
Courriel : psanchez@mpfn.gob.pe
Formule d'appel : Sr. Fiscal de la
Nación, / Monsieur le Procureur
général,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Pérou dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES ET DES CENTAINES D'AUTRES BLESSÉES LORS DE MANIFESTATIONS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le conflit relatif au projet minier Tía María n'est pas récent. Depuis que la Southern Peru Copper Corporation a entamé la phase d'exploration de la zone en 2006, les populations touchées ont fait part de leurs inquiétudes quant à l'impact des activités minières sur leur accès à de l'eau propre pour une utilisation agricole et domestique, en raison des risques de pollution et des importantes quantités d'eau que le projet nécessitera pour l'extraction du cuivre. Le 7 avril 2011, à la suite de manifestations contre le projet, trois personnes ont été tuées lors d'affrontements avec les forces de sécurité, et l'armée a déployé des soldats dans le secteur.

Les tensions se sont accrues depuis août 2014, lorsque le ministère de l'Énergie et des mines a approuvé la seconde version du rapport d'évaluation de l'impact environnemental présenté par la compagnie. Le premier rapport avait été rejeté par le ministère en 2011 à la suite d'une analyse effectuée par le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets, qui avait déploré, entre autre : l'absence de consultation auprès des populations concernées ; l'absence d'évaluation de l'impact dans la zone, en particulier des conséquences économiques et sur les routes des alentours ; ainsi que l'absence de plans pour parer aux urgences écologiques.

Si les autorités ont affirmé que toutes ces questions ont été abordées dans la seconde version du rapport d'évaluation, les personnes opposées au projet Tía María se sont inquiétées de ce que l'évaluation n'ait pas pris en compte l'opinion d'experts indépendants et que les populations locales n'aient pas été adéquatement et véritablement consultées.

Amnesty International a précédemment attiré l'attention des autorités péruviennes sur le fait que la police emploie souvent une force excessive contre des manifestants, souvent avec des conséquences mortelles. Ces quatre dernières années, près de 40 personnes sont ainsi mortes dans des circonstances semblant indiquer que la police a utilisé une force excessive.

L'immense majorité de ces cas n'a pas encore donné lieu à une enquête. Le 29 avril, en réponse à une lettre envoyée par Amnesty International en janvier, le parquet péruvien a déclaré que les seules enquêtes en cours portaient sur deux morts semble-t-il dues à un recours excessif à la force de la part de la police lors de manifestations précédentes. Cela ne concerne qu'une des personnes figurant sur la liste de presque 40 noms qu'Amnesty International a fournie au parquet.

En avril, une vidéo ayant circulé sur les médias sociaux montre des policiers péruviens positionner subrepticement des « éléments de preuve » dans le but de salir la réputation de certains manifestants. Les autorités ont déployé des membres des forces armées sur place le 9 mai.

Personnes concernées : Victoriano Huayna (h), Henry Checlla Chura (h), Alberto Vasquez Duran (h) et les personnes blessées durant des actions de protestation contre l'extraction minière au Pérou

Hommes et femmes